

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 87 – Semaines du 14 avril au 30 mai 2025

Sommaire

Focus | En route vers l'UNOC-3 : Panorama de l'économie bleue au Brésil

Amazonie & Biomes

- La **déforestation** au Brésil a **chuté de 32,4%** entre 2023 et 2024
- Les **Etats-Unis** et l'**Union Européenne** seraient les principales destinations du **bois exploité illégalement** au Brésil

Eau, Assainissement, Déchets

- Veolia renforce sa présence dans la région du Nordeste avec l'**acquisition de deux entreprises dans l'Etat d'Alagoas**

Energie

- Minerais **stratégiques** : le Brésil capte une vague record d'investissements, emmenée par la Chine.
- **Data Centers** : le Brésil veut devenir un géant numérique vert
- Eletrobras : accord sur **la gouvernance**, incertitude persistante sur **Angra 3**

Environnement & Climat

- Le Brésil appelle à la **mobilisation mondiale à l'approche de la COP30**
- Le Sénat brésilien approuve une **réforme de la procédure d'octroi des permis environnementaux**, qui suscite de **vives inquiétudes**

Infrastructures & Transports

- Le gouvernement annonce une nouvelle vague de **concessions** dans le **secteur portuaire**.
- Le projet de **corridor entre le Brésil et le Pacifique** revient sur le devant de la scène.

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

En route vers l'UNOC-3 : Panorama de l'économie bleue au Brésil

Le Brésil est un pays maritime : **sur ses 26 Etats fédérés, 13 ont leur capitale sur la côte et 54,8% de la population habite dans la bande littorale** (à moins de 150km de la côte). La **Zone Economique Exclusive (ZEE)¹ brésilienne atteint 4,4 millions de km² (10^e rang mondial) soit l'équivalent de la superficie de l'UE**, tandis que le pays compte plus de **7 000 km de côte** (15^{ème} rang mondial).

La ZEE brésilienne est surnommée « **Amazonie bleue** », au vu de sa superficie presque équivalente à l'Amazonie terrestre, dite « verte » (5,2 M de km²). Cette appellation valorise **les enjeux à la fois économiques et de conservation de biodiversité** de cette immense zone.

Les activités extractives et touristiques, moteurs de l'économie bleue brésilienne

Il n'y a pas de chiffres officiels au Brésil pour quantifier l'économie bleue², mais selon les experts, **le PIB maritime se situerait entre 1 110 Md BRL (185 Md EUR) et 1 700 Md BRL (283 Md EUR), soit 19% du PIB du Brésil**, et représenterait **20 millions d'emplois directs et indirects**.

Lancé en 2022, le groupe de travail interministériel « PIB do mar » établit une **méthode de contribution des activités maritimes à l'économie brésilienne**, qui comprend notamment :

- les **hydrocarbures offshore** (**78 %** de la production brésilienne d'hydrocarbures), et tout particulièrement du « pré-sel », vaste zone de la ZEE brésilienne qui abrite champs pétrolifères et gaziers qui contiendraient **50 Md de barils, soit 3 fois les réserves**

- la **pêche** et l'aquaculture dont le PIB représente **25 Md BRL (4,2 Md EUR en 2023)**, avec un fort potentiel de croissance. La pêche en mer (capture et aquaculture) représente la moitié de la production nationale (FAO, 2020), avec une **part majoritaire des activités de pêche artisanale** (plus de 60% des poissons d'eau marine et d'eau douce).

- le **tourisme** : le Brésil est au **11^{ème} rang mondial des économies touristiques** (*World Travel & Tourism Council*) et classé **pays le plus attractif d'Amérique du Sud³** au regard de son tourisme balnéaire, et avec des revenus de 82 Md BRL (**13,6 Md EUR en 2018**). Le tourisme nautique représente **2 Md EUR et 150 000 emplois directs et indirects**, et les croisières **800 M EUR et 80 000 emplois** (2023/2024).

Une gouvernance éclatée, où la Marine brésilienne joue un rôle historique

La gouvernance de l'espace marin brésilien est répartie entre plusieurs **institutions** en charge et des réglementations sectorielles. Le littoral et l'espace marin, par **l'article 225 de la Constitution fédérale**, sont un patrimoine national où doit s'exercer un développement durable.

La **commission interministérielle pour la gestion des ressources maritimes (CIRM)**, créée en 1974, coordonne 26 ministères, dont le ministère de l'environnement et du changement climatique (MMAMC) qui en avait été exclu lors de la présidence de Jair Bolsonaro. **La Marine brésilienne assure la supervision de cette commission**, et conserve

¹ La Zone Economique Exclusive (ZEE) est un espace maritime sur lequel un Etat côtier exerce ses droits de souveraineté en matière d'exploitation des ressources naturelles. La ZEE s'étend à 200 milles marins des côtes, bien qu'un recours auprès de la Commission des limites du plateau continental de l'ONU pour son agrandissement soit prévu dans le cas de continuité entre la ZEE d'un pays et le plateau continental. Le Brésil a déposé un recours auprès de cette commission pour l'agrandissement de sa ZEE en 2004.

² L'économie bleue désigne l'ensemble des activités économiques en lien avec le littoral et l'espace marin.

³ Rapport global de compétitivité du Forum Economique Mondial en 2019

son rôle historique dans la gouvernance de l'espace marin brésilien. L'objectif **de cette coordination est de concilier protection, préservation et exploitation de l'espace maritime, exercice complexe** au vu de la gouvernance multi-acteurs de l'espace marin brésilien, et des intérêts entre différents secteurs qui y opèrent. Dans ce contexte la protection de l'espace maritime brésilien repose sur le niveau fédéral, principalement sur l'ICMBio⁴, puisque **96% des aires marines protégées au Brésil relèvent du niveau fédéral**.

L'économie bleue, un concept encore émergent au Brésil, mais rendu dynamique par des secteurs prometteurs

Plusieurs indicateurs témoignent d'une structuration progressive de l'économie bleue au Brésil. Le pays s'est notamment engagé avec l'ONU à la mise en place d'une **planification géographique de l'économie bleue d'ici 2030¹⁰**.

Certains secteurs productifs marins se développent rapidement. C'est le cas de **l'éolien offshore**, dont le nouveau cadre légal doit accélérer le développement de nouveaux projets, dont **103 sont en cours d'évaluation** environnementale et susceptibles de générer **244 GW de capacité**, soit 7 fois la capacité éolienne terrestre actuelle.

De même, le tourisme lié à la mer continue de croître, avec une croissance de **126 % du secteur des croisières** en 10 ans (2024 / 2014), soit une augmentation de **5,2 Md BRL (820 M EUR)** de chiffre d'affaires, et un nombre record de passagers (près de 845 000 en 2024).

Enfin, la reconduction du **groupe de travail sur le PIB de la mer** en 2022 par l'administration Lula témoigne de la volonté du gouvernement de mieux prendre en compte la contribution de l'économie bleue à l'économie brésilienne.

⁴ L'Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité (ICMBio) est une organisation publique fédérale fondée en 2007 par la ministre de l'Environnement Marina Silva pour gérer les réserves écologiques, fauniques et biologiques du pays.

Amazonie & Biomes

La déforestation au Brésil a chuté de 32,4% entre 2023 et 2024

Le rapport annuel sur la déforestation de MapBiomas, initiative collaborative brésilienne de cartographie de l'usage des terres à partir d'images satellites, révèle **une chute de 32,4% de la déforestation entre 2023 et 2024 au Brésil**. Pour la **première fois depuis 6 ans, la perte de végétation native due à la déforestation a diminué dans tous les biomes du pays**. Seule exception : le biome de la Mata Atlântica, où le niveau de déforestation reste stable, après une forte baisse en 2023.

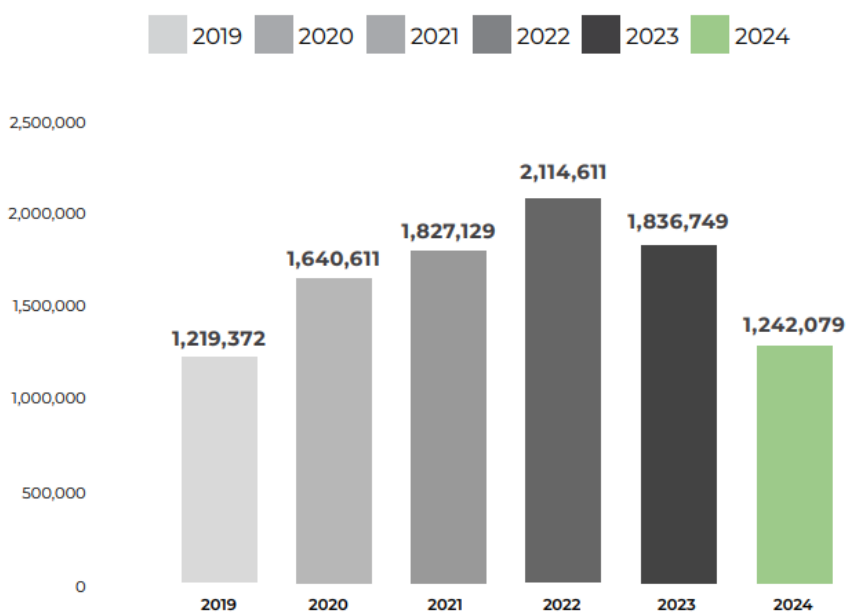
Le **Cerrado** reste le biome le plus touché pour la deuxième année consécutive, il représente **à lui seul plus de la moitié (52,5 %) de la déforestation au niveau national**, soit 652 000 hectares (ha) perdus, dont 75% dans la région du **Matopiba** (Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia). Cependant, cette perte dans le Cerrado est en **baisse importante de 41 %** par rapport à 2023. **L'Amazonie**, en deuxième position, a perdu **378 000 ha**, soit **30,4 %** du total national. C'est le niveau le plus bas depuis le début des relevés MapBiomas, en 2019. La majorité des États amazoniens ont ainsi enregistré une baisse de la déforestation, sauf **l'Acre**, qui affiche une hausse de **30 %**.

La **Caatinga** arrive en troisième position, avec **174 000 ha déboisés**. Les autres biomes (Pantanal, Mata Atlântica et Pampa) ont connu des pertes beaucoup plus faibles : moins de **2 % chacun** du total déforesté au niveau national. Le **Pantanal** a ainsi enregistré la **plus forte baisse** du pays en un an (–58,6 %), suivi de la Pampa (–42,1 %). Les **Territoires Indigènes** ont aussi été moins affectés : ainsi, **2/3 des terres indigènes n'ont connu aucun événement de déforestation en 2024**.

Plusieurs États se distinguent positivement : le **Goiás** a réduit sa déforestation de 71 %, et des baisses de plus de 60 % ont été observées **au Paraná, dans l'Espírito Santo et dans le District Fédéral de Sao Paulo**.

Enfin, le rapport souligne que **97 % de la déforestation au Brésil est liée à l'exploitation agricole**. **L'exploitation minière** est presque exclusivement concentrée en Amazonie, tandis que les **projets d'énergie renouvelable** affectent surtout la Caatinga. Le Cerrado concentre, lui, près de la moitié des pertes liées à **l'expansion urbaine**. Entre 2019 et 2024, le Brésil a ainsi perdu près de **9,9 millions d'ha** de végétation native soit **l'équivalent de la superficie de la Corée du Sud**.

Annexe : Déforestation au Brésil au cours des 6 dernières années (en ha) – (MapBiomas)



Les Etats-Unis et l'Union Européenne seraient les principales destinations du bois exploité illégalement au Brésil

Une enquête de l'Agence d'Investigation Environnementale des Etats-Unis (EIA) révèle plusieurs cas d'exploitation illégale de bois en Amazonie, avec des faits de violation des normes environnementales et de corruption. **Cinq sites d'exploitation** seraient concernés, et du bois aurait été extrait d'une zone protégée. Au total, **26 des 35 scieries et acheteurs de bois illégal ont été sanctionné d'une amende** par l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles (IBAMA). Certaines des espèces victimes de ce trafic sont par ailleurs protégées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Le rapport avance que les Etats-Unis et l'Union Européenne seraient les principales destinations du bois exploité illégalement au Brésil, tandis que l'un et l'autre disposent de règles en vigueur visant à réduire ou éliminer le trafic. L'Union Européenne dispose en effet du **Règlement Bois de l'Union Européenne (EUTR)** depuis 2013, qui sera prochainement remplacé par le nouveau **Règlement Déforestation de l'Union Européenne**, dont l'application est source de tensions au Brésil. Aux Etats-Unis, la **loi Lacey** traite de ces sujets depuis 2008.

L'Agence d'Investigation Environnementale des Etats-Unis rappelle que la lutte contre la déforestation illégale est indispensable pour que le Brésil atteigne ses objectifs climatiques, puisque celle-ci représente **48% des émissions brutes de Gaz à Effet de Serre (GES)** du pays (2022). Le gouvernement Lula a d'ores et déjà fixé l'objectif de « **zéro déforestation en 2030** », qui ne pourra être atteint sans une forte protection du biome amazonien qui abrite représente **66% du couvert forestier brésilien**. (Article [ici](#)).

Eau, Assainissement, Déchets

Veolia renforce sa présence dans la région du Nordeste avec l'acquisition de deux entreprises dans l'Etat d'Alagoas

Veolia annonce une expansion majeure de ses activités dans le Nord Est du Brésil avec l'acquisition des sociétés **Alagoas Ambiental** et **Serquip Tratamentos Resíduos AL**, spécialisées dans la gestion, le traitement et la valorisation des déchets solides dans l'Alagoas. Ces sociétés desservent **près de 80 municipalités** des États d'Alagoas, de Pernambuco et de Sergipe, représentant une population de plus de **1,7 million d'habitants** dans la région Nordeste du Brésil.

Avec cette acquisition, Veolia intègre **trois nouveaux EcoParcs** (installations industrielles de traitement et valorisation de déchets) ainsi que **deux unités de traitement de déchets médicaux** dans cet État. Approuvée par l'**autorité de concurrence brésilienne** (Conseil administratif de défense économique CADE), cette transaction renforce la présence de Veolia au-delà des Etats de São Paulo et Santa Catarina, où l'entreprise exploite déjà **sept EcoParcs**, et s'inscrit dans sa stratégie de croissance externe amorcée en 2020.

Les installations acquises en Alagoas représentent une augmentation de **15 % du volume de déchets traités** par Veolia au Brésil, qui **dépassent ainsi les 5 millions de tonnes par an**. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Energie

Minerais stratégiques : le Brésil capte une vague record d'investissements, emmenée par la Chine.

Le Brésil s'affirme comme un acteur central dans la course mondiale aux minerais critiques. Avec d'importantes réserves de terres rares, niobium, lithium, nickel ou graphite, et une diplomatie active tournée vers l'Asie, il attire massivement les investisseurs, en particulier chinois. En 2024, **30 opérations de fusions-acquisitions ont été recensées dans le secteur minier brésilien**, un record depuis 20 ans. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte de croissance de la demande mondiale liée à la transition énergétique et de tensions géopolitiques entre Washington et Pékin.

Si le Brésil détient 23 % des réserves mondiales de terres rares (2^{ème} rang), 94,1 % du niobium, 12,3 % du nickel, 4,9 % du lithium et 26,4 % du graphite, en revanche sa production reste encore marginale : seulement 0,02 % des terres rares mondiales, 2,47 % du nickel, 2,72 % du lithium, 4,56 % du graphite. Ce décalage reflète l'absence historique de politique minière structurante. Pour y remédier, le gouvernement a lancé le PlanGeo 2025–2034, visant à cartographier 73 nouvelles zones minières, et a recensé 48 projets liés aux minerais critiques (dont 20 en activité et 28 en développement).

La Chine capte la majorité des exportations minières du Brésil. En 2024, elle a absorbé 71,2 % des exportations brésiliennes de fer, 70,8 % du manganèse, 45 % du niobium, 25,7 % du cuivre et 21,2 % de l'aluminium. Le géant minier brésilien Vale a exporté à lui seul 187 M de tonnes de minerai de fer vers la Chine. CMOC a produit 10 000 tonnes de niobium (11 % de la production mondiale), tandis que Sigma Lithium, dans le Vale do Jequitinhonha, a livré 270 000 tonnes de lithium concentré, avec un doublement prévu d'ici fin 2025. **Les acquisitions chinoises par ailleurs se multiplient** : MMG Singapore a racheté les activités de nickel d'Anglo American pour 500 M USD, CNMC a acquis Taboca pour 340 M USD, et Huaxin Cement a investi 186 M USD dans la carrière Embu S.A. En parallèle, BYD a acheté 852 hectares à Coronel Murta (MG) pour extraire du lithium. Au 1er trimestre 2025, les exportations vers la Chine ont encore bondi : **+180 % pour le cuivre, +310 % pour le manganèse, +253 % pour le ferronickel, et 419 tonnes de terres rares exportées (7 fois plus qu'en 2024).**

Le secteur des terres rares reste, lui, embryonnaire. Le Brésil n'a qu'une seule mine en activité commerciale : Serra Verde (Minaçu, GO), avec une capacité de 5 000 t/an intégralement exportée vers la Chine. De nouveaux projets émergent à Poços de Caldas (MG) avec Viridis (Australie) et Ionic Rare Earths, et à Jequié (BA) avec BRE, Equinox Research (Australie) et Energy Fuels (USA).

Les investissements prévus dans l'industrie minière brésilienne s'élèveraient à 68,4 Md USD d'ici 2029, dont 24,3 Md USD dans les minerais critiques. Le fonds de 1 Md BRL (158 M EUR) lancé par le BNDES et Vale cible les PME minières, tandis qu'un appel à projets BNDES–Finep de 5 Md BRL (790 M EUR) a suscité un intérêt pour 124 projets dans 23 États d'une valeur totale de 85,2 Md BRL (13,5 Md EUR). **Malgré cet élan, plusieurs défis structurels persistent.** Le taux de cartographie géologique reste faible (27 %), les délais d'octroi de licence atteignent parfois 20 ans, et la dépendance aux exportations ralentit l'émergence d'une chaîne de valeur locale. La baisse des cours du fer — de 135 à 105 USD/t entre janvier et décembre 2024 — pèse aussi sur la rentabilité de certains projets. À l'inverse, **le prix du dysprosium a atteint 850 USD/kg et celui du terbium 3 000 USD/kg en avril 2025**, triplant en un mois à la suite de restrictions chinoises à l'exportation.

Face à cette volatilité, le Brésil élabore une **politique nationale des minerais critiques** pour sécuriser les investissements, améliorer les chaînes de transformation et émerger comme fournisseur stratégique de la transition énergétique mondiale. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Data Centers : le Brésil veut devenir un géant numérique vert

Le Brésil accélère sur les **infrastructures de données**, misant sur l'explosion de la demande mondiale et ses sources d'énergie majoritairement renouvelables. Le gouvernement prévoit ainsi **une exonération totale des taxes fédérales** (PIS, Cofins, IPI, droits d'importation) sur les investissements dans les data centers, ainsi que sur **l'exportation de services numériques**.

Annoncé le **5 mai dernier** par le ministre Fernando Haddad aux États-Unis, ce **dispositif fiscal incitatif** vise à attirer jusqu'à **2 000 Md BRL (316 Md EUR)** d'investissements en dix ans, et à **multiplier par huit la consommation électrique nationale liée aux data-centers**, aujourd'hui estimée à **1 GW**. L'objectif est de faire du Brésil un **hub numérique durable**, alliant énergie propre, cybersécurité et sécurité juridique.

Le **28 avril**, la mairie de Rio a annoncé de son côté le projet "**Rio AI City**", un **data center géant** sur le site du **Parc Olympique**, adossé à **1,8 GW** de capacité électrique prévue pour **2027**, et **3 GW** à l'horizon **2032**. Alimenté en **énergie propre**, disposant d'un **accès illimité à l'eau** et connecté aux **câbles sous-marins internationaux**, ce projet sera développé via **des partenariats public-privé**.

Mais les grands opérateurs mondiaux (Google, Amazon, Microsoft) restent prudents ; pour eux **l'exonération fiscale ne suffit pas**. Ils réclament **plus de prévisibilité réglementaire**, une **main-d'œuvre qualifiée** et une **stratégie énergétique claire**. Aujourd'hui, **40 % des données brésiliennes sont encore hébergées à l'étranger**, les coûts aux États-Unis pouvant être jusqu'à **40 % inférieurs**.

Le **Brésil a 18 mois** pour transformer l'essai, selon l'IDCA⁵, faute de quoi il risquerait d'être distancé par des pays concurrents comme **l'Inde**, déjà lancée avec **1,1 Md USD consacrés à l'IA**. En misant sur sa **stabilité politique, énergétique et réglementaire**. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Eletrobras : accord sur la gouvernance post-privatisation, incertitude persistante sur la centrale inachevée Angra 3

L'assemblée générale d'Eletrobras du 29 avril 2025 a entériné un **accord stratégique** avec le gouvernement brésilien, soldant un contentieux sur les règles de gouvernance post-privatisation. Bien que l'État détienne **environ 45 % du capital**, **ses droits de vote restent limités à 10 %**. En échange, il **obtient trois sièges au conseil d'administration**, contre un seul jusqu'ici, renforçant son influence sans remettre en cause la privatisation de 2022.

Les nouveaux administrateurs — **Silas Rondeau, Nelson Hubner et Mauricio Tolmasquim** — rejoignent un conseil élargi à **10 membres**, dont **6 élus sur la liste de la direction actuelle**. Ce compromis permet à Eletrobras de **se désengager du projet Angra 3**. La centrale inachevée, en chantier depuis 1984, reste sous la responsabilité d'Eletronuclear, filiale d'ENBPar, entreprise publique.

Le **gouvernement devra désormais décider seul** du sort du projet : **23 Md BRL (3,6 Md EUR)** pour **l'achever**, ou **21 Md BRL (3,4 Md EUR)** pour le **démanteler**, selon les dernières estimations de la BNDES. Les deux autres réacteurs — **Angra 1 (640 MW)** et **Angra 2 (1 350 MW)** — restent en activité, ce dernier couvrant **20 % de la consommation de la ville de Rio de Janeiro**. La prolongation de vie d'Angra 1 a été validée.

Eletronuclear fait face à de fortes tensions internes. Son président, **Raul Lycurgo**, a annoncé son départ fin avril, après un mandat marqué par un **plan d'austérité impopulaire**, **une grève nationale** et **l'absence de redressement financier**. L'entreprise est critiquée pour

⁵ L'IDCA (International Data Center Authority) est une organisation internationale de normalisation et de certification dédiée aux infrastructures de data centers.

son **surdimensionnement structurel** — 2 000 employés pour deux réacteurs, soit près de **trois fois la moyenne internationale** — et pour sa **dépendance croissante au fonds de désactivation nucléaire**, un mécanisme censé couvrir les **futurs coûts de démantèlement** et non les dépenses courantes. Cette situation illustre une **fragilité financière persistante**, qui soulève des inquiétudes quant à la soutenabilité du modèle actuel.

Les perspectives restent floues; l'accord avec Eletrobras clarifie la gouvernance du secteur, mais laisse entière la question du **modèle économique et industriel du nucléaire civil au Brésil**. (Article [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Environnement & Climat

Le Brésil appelle à la mobilisation mondiale à l'approche de la COP30

Dans sa seconde lettre publiée le 8 mai, le Président de la COP30, André Corrêa do Lago, explicite sa vision de l'engagement qu'il attend de tous les acteurs de la société face à la crise climatique. La lettre annonce entre autres l'intention du Brésil de **promouvoir de nouveaux cadres et mécanismes de lutte contre le changement climatique et une gouvernance internationale renouvelée**, qui « dépasse les modèles bureaucratiques » actuels, jugés inefficaces pour garantir une action rapide et coordonnée contre le changement climatique.

Une plateforme participative sera prochainement lancée pour recueillir les propositions de la société civile dans le cadre du « **Mutirão Global** », initiative de mobilisation internationale.

Le Brésil souhaite proposer **de nouvelles contributions à la lutte contre le changement climatique**, qui permette **aux acteurs non-gouvernementaux**, tels que les entreprises et la société civile, **d'indiquer leurs objectifs de contribution aux efforts globaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre**. Ces acteurs auraient ainsi la possibilité de fixer des « **contributions auto-déterminées** », complémentaires aux CDN⁶ adoptées par les Etats. Cette proposition vise à encourager la création de nouvelles initiatives de lutte contre le changement climatique, qui dépassent le cadre des engagements étatiques.

Quatre « cercles » de consultation ont été créés : (i) le Cercle des ex-Présidents des COP (dirigé par Laurent Fabius), (ii) le Cercle des Peuples (dirigé par la Ministre des peuples indigènes Sonia Guajajara), (iii) le Cercle des Ministres des finances (mené par Fernando Haddad), et (iv) le Cercle du Bilan Ethique Global (conduit par la Ministre de l'Environnement et du Climat, Marina Silva). Ces cercles de gouvernance proactive illustrent notamment la volonté de la présidence brésilienne de réformer les cadres habituels de négociation et de faire émerger une gouvernance plus inclusive vis-à-vis des peuples indigènes et des populations afro-descendantes.

En dépit de ces éléments d'ouverture à la société civile, la présidence brésilienne est **critiquée pour l'absence de mise en évidence du lien entre combustibles fossiles et changement climatique dans sa lettre**. Plusieurs ONG ont déploré l'absence de détails sur la manière dont la COP30 permettra d'avancer vers **une élimination progressive des énergies fossiles et vers une transition juste**. L'ambassadeur André Corrêa do Lago a précisé qu'un document traitant de ce sujet **devrait être publié dans les prochains mois**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Le Sénat brésilien approuve une réforme de la procédure d'octroi des permis environnementaux, qui suscite de vives inquiétudes

Le Sénat brésilien a approuvé, le 21 mai 2025, **une réforme majeure de la procédure d'octroi des permis environnementaux**. Pour mémoire, les permis environnementaux sont

⁶ Contributions Déterminées au niveau national: l'engagement pris par chaque pays pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de l'Accord de Paris.

des autorisations obligatoires pour la mise en œuvre de projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. Présenté comme un effort de simplification des procédures, ce projet soulève de très fortes inquiétudes, y compris au sein du Gouvernement, quant à la fragilisation des principales normes environnementales en vigueur dans le pays.

Le projet de loi (PL 2159/2021), dont le contenu est en discussion depuis 21 ans, a été **approuvé par 54 voix contre 13 au Sénat** et doit désormais être examiné en deuxième lecture par la Chambre des députés. Il facilite considérablement les possibilités de recours à la **Licence par Adhésion et Engagement (LAC)**, procédure initialement prévue pour de petits projets à faible impact environnemental et désormais étendue à des **projets de moyenne ampleur**, avec comme seule exigence une déclaration d'engagement de l'exploitant, sans étude d'impact ni analyse préalable par l'autorité environnementale. Une **nouvelle licence, la Licence Environnementale Spéciale (LAE)** permettrait également de **faciliter l'approbation de projets dits "stratégiques" pour l'État fédéral, même en cas de risque environnemental significatif**.

Le texte **limite les obligations de consultation des peuples autochtones** aux seules terres homologuées et ignore les nombreuses zones en cours de reconnaissance. Il **supprime le rôle de la FUNAI (Fondation Nationale des Peuples Indigènes)** et d'autres organismes techniques, leur avis n'étant plus que consultatif. Dans la pratique, cette modification permettrait d'approuver des projets réalisés sur les territoires indigènes sans tenir compte de l'avis technique de la FUNAI.

Autre mesure controversée : l'octroi de permis **pour la réhabilitation de routes déjà ouvertes**, ce qui cible directement la **route BR-319** (Porto Velho – Manaus). Ce projet, aujourd'hui suspendu par la justice, pourrait être relancé très rapidement si la loi était promulguée.

Le **Ministère de l'Environnement** a publié une note officielle dénonçant un texte qui "met en péril la sécurité environnementale et sociale" du pays en **"affrontant directement la Constitution"**. Le PL entrerait en effet en contradiction avec plusieurs décisions du Tribunal Suprême Fédéral (STF), notamment concernant les licences par adhésion et engagement (LAC), pour lesquelles le STF a rappelé à deux reprises en 2020 que **ce mécanisme ne peut concerner que des activités à faible impact environnemental**.

Le texte est soutenu par la **« bancada ruralista »**, front parlementaire qui réunit des membres du centre et de la droite qui agissent en faveur des intérêts de l'agronégoce, ainsi que des représentants des **ministères de l'Agriculture et des Transports**. Il bénéficie aussi du soutien du président du Sénat, **Davi Alcolumbre**, qui cherche à faciliter **l'exploration pétrolière dans l'embouchure de l'Amazone**, où Petrobras sollicite par ailleurs une autorisation d'exploitation.

Le gouvernement de Lula a adopté une posture ambivalente : officiellement neutre, il a toutefois **laissé sa majorité parlementaire libre de voter**. Tandis que certains ministères, notamment ceux de **l'Agriculture et des Transports, ont exprimé leur soutien à la réforme**, la ministre de l'Environnement **Marina Silva** a quant à elle dénoncé un "démantèlement du processus d'octroi des licences", qualifiant le texte de "grand recul". La ministre a également signalé que ce PL, qui remet largement en question la crédibilité du Brésil en matière de lutte contre la déforestation, pourrait **affecter les négociations sur l'accord UE-Mercosul**. Isolée au sein du gouvernement, sa position n'a pas prévalu.

Les organisations environnementales, de nombreuses institutions scientifiques et des **experts du droit environnemental** alertent sur un **affaiblissement général de la gouvernance environnementale brésilienne** pouvant déboucher sur des risques d'inconstitutionnalité, ouvrant la voie à une attaque en justice si le texte venait à être promulgué en l'état.

Infrastructures & Transports

Le gouvernement annonce une nouvelle vague de concessions dans le secteur portuaire

Le Ministère des Ports et des Aéroports (MPOR) a publié **les premières concessions d'infrastructures portuaires pour l'année 2025**. Celles-ci concernent des terminaux portuaires de l'Etat de **Rio de Janeiro** et de l'Etat du **Paraná**. Le contrat pour le terminal portuaire de Rio prévoit une concession pour une durée de 10 ans, tandis que la concession de terminaux portuaires du Paraná est prévue une durée de 35 ans et représente un actif clé pour les activités de l'agro-industrie. Ces concessions devraient générer des investissements à hauteur de **857 M BRL (143 M EUR)**.

La concession de terminaux dans le Paraná est la première concession portuaire à inclure la gestion d'un canal public, donnant accès au port de Paranaguá. Celle-ci prévoit des mesures de dragage et de gestion opérationnelle du canal. Dans le contrat, la plupart des risques reposeront sur l'Etat, puisqu'il devra dédommager financièrement l'entreprise concessionnaire si la quantité de navires ou le volume de charge passant par le terminal sont plus faibles qu'attendu. L'entreprise concessionnaire devra toutefois assumer une partie des risques, en particulier si la baisse des flux commerciaux est due à des facteurs prévisibles et relevant de sa gestion.

Ce modèle inédit de concession devrait ouvrir la voie à **4 autres projets de concession de canaux portuaires publics** dans les années à venir. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Le projet de corridor entre le Brésil et le Pacifique revient sur le devant de la scène

Alors que le Brésil assumera la présidence du Mercosur lors du prochain semestre, le gouvernement Lula cherche une ouverture aux exports brésiliens vers le Pacifique en réactivant un projet de coopération avec **l'Alliance du Pacifique (AP)**. Le président Lula a ainsi annoncé « approfondir le dialogue » sur ce sujet lors de sa rencontre avec le président chilien à Brasília au mois de mai.

L'Alliance Pacifique est un bloc commercial intégrant le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique, dont le PIB consolidé s'élève à 2000 Md USD, tandis que celui du **Mercosur est estimé à 3500 Md USD**. Les échanges entre l'Alliance Pacifique et les pays asiatiques, en particulier la Chine, sont en augmentation depuis plusieurs années. Un accord entre le Mercosur et l'Alliance Pacifique permettrait donc au Brésil de solidifier son intégration commerciale avec la Chine, notamment en réaction aux mesures protectionnistes adoptées par les Etats-Unis.

La recherche par le Brésil d'une ouverture vers la façade Pacifique n'est pas nouvelle, notamment le projet historique de route transcontinentale. Le gouvernement Lula cherche à concrétiser ce projet, et a annoncé, suite à la rencontre entre les Présidents Lula et Boric, **les détails d'un axe routier de 3 320 km qui reliera les ports brésiliens de Santos, Paranagua, Sao Francisco do Sul et Itajai aux ports chiliens de Iquique, Mejillones et Antofagasta**. Le tronçon brésilien de cet axe serait de **1 500 km** pour un coût de **19 Md BRL (3,2 Md EUR)** qui devrait être pris en charge par la BNDES et le budget fédéral. Le projet devrait être opérationnel en 2026.

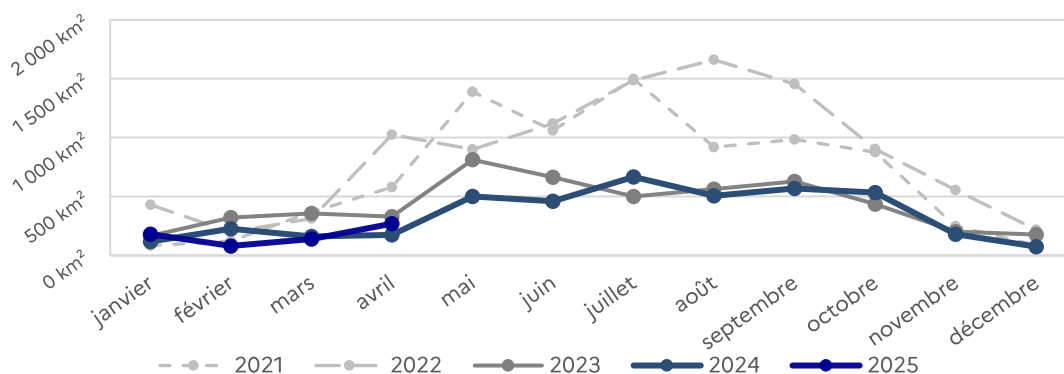
La ministre en charge de la planification souligne que cet axe pourrait permettre une **réduction des coûts d'exportation vers l'Asie jusqu'à 90% des coûts** actuels. Toutefois, certaines entreprises du secteur de la logistique anticipent les coûts élevés que représenterait un transport routier sur de telles distances, et relativisent donc les économies envisagées par le gouvernement grâce au projet.

Par ailleurs, lors de la visite d'Etat du Président Lula en Chine les 12 et 13 mai, le Brésil et la Chine ont signé **36 nouveaux accords, dont un accord qui mentionne les « routes de la soie » et le projet de corridor Pacifique-Atlantique**. Cet accord a pour objectif d'attirer les **investissements ferroviaires chinois** et ouvrira davantage le marché aux industriels ferroviaires chinois, ce qui a provoqué une vive réaction de la fédération brésilienne de l'industrie ferroviaire. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 23 mai

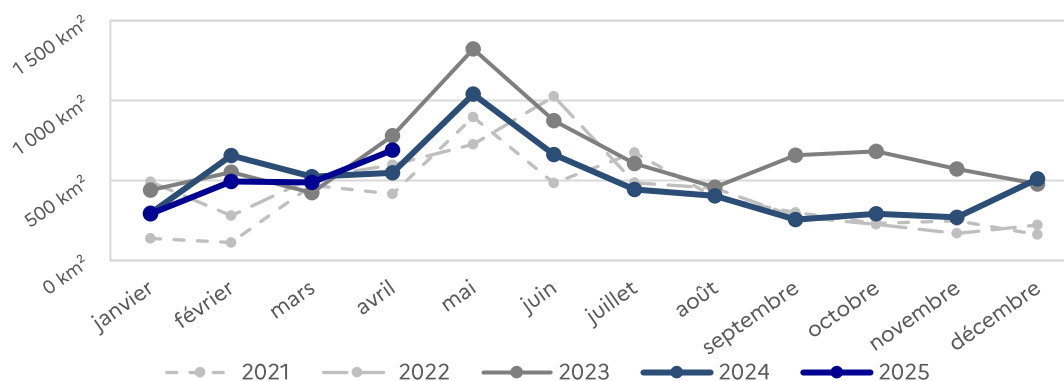
1 299 km²

+22% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 23 mai

2 700 km²

-1% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Ludovic DOYENNETTE, Nathalie LE PENNEC, Mathieu RATEAU, François-Xavier FLAMAND, Mélis BUSSON, Paul-Victor DOUVIER (MEAE)

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr